



## Conseil économique et social

Distr. générale  
17 juin 2002  
Français  
Original: anglais

### Session de fond de 200

New York, 1er-26 juillet 2002

Point 2 de l'ordre du jour provisoire\*

**La mise en valeur des ressources humaines,  
notamment dans les domaines de la santé  
et de l'éducation, et sa contribution au développement**

## La situation économique et sociale dans le monde, 2002\*\*

### Chapitre premier

#### L'économie mondiale en 2002\*\*\*

#### Résumé

En 2001, l'économie mondiale a connu son plus grand ralentissement depuis les 10 dernières années : le produit mondial brut (PMB) n'a augmenté que de 1,3 %, après avoir enregistré une croissance de 4 % en 2000. Pratiquement tous les pays ont vu leur croissance ralentir par rapport à 2000 et le nombre de pays en développement dont le produit par habitant a chuté est le même qu'après la crise asiatique.

Le ralentissement a commencé aux États-Unis d'Amérique avec l'éclatement de deux bulles spéculatives autour des technologies de l'information et des communications (TIC) – une dans la sphère réelle de l'économie et l'autre dans la sphère financière. Il a rapidement fait tache d'huile dans le monde entier en provoquant une chute du commerce international – la première depuis près de 20 ans. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 ont aggravé la situation pendant quelque temps, mais la reprise aux États-Unis a démarré avant la fin de l'année 2001.

\* E/2002/100 et Add.1.

\*\* La version définitive de *La situation économique et sociale dans le monde, 2002* fera l'objet d'une publication des Nations Unies destinée à la vente (numéro de vente : F.02.II.C.1).

\*\*\* Le document a été présenté en retard aux services de conférence, sans la note explicative exigée par l'Assemblée générale, au paragraphe 8 de sa résolution 53/208 B, en cas de soumission tardive d'un rapport aux services de conférence.



La croissance de l'économie mondiale devrait être inférieure à 2 % en 2002; en 2003, l'élan de la reprise devrait pousser la croissance mondiale au-dessus des 3 %. Le ralentissement a été rapide et a vite touché de nombreux pays, mais la reprise devrait être à la fois plus lente et moins synchrone d'un pays à l'autre. Seule une reprise modeste est prévue dans les pays développés en 2002, tandis que les économies en transition connaîtront probablement un autre ralentissement. Parmi les pays en développement, la Chine et l'Inde ont été dans l'ensemble en mesure de maintenir leur croissance en 2001 et cela devrait être le cas en 2002 et 2003, mais la majorité d'entre eux ne devraient pas retrouver le taux de croissance moyen qu'ils avaient atteint avant la crise asiatique d'ici à la fin de l'année 2003.

En dépit d'une situation économique peu favorable aux pays en développement et aux pays en transition à court terme, les nouvelles bases importantes qui ont été établies en 2001 et au début de 2002 laissent présager un renforcement de la coopération internationale pour le développement à moyen terme. Les décideurs du monde entier ne devraient pas seulement s'attaquer aux menaces qui pèsent à court terme sur la reprise économique mondiale, ils devraient également prendre les dispositions voulues pour que le Programme de Doha pour le développement et le Consensus de Monterrey (A/CONF.198/11, chap. I, résolution, annexe) soient intégralement mis en oeuvre.

## **Faiblesses et capacité de résistance de l'économie mondiale**

Le ralentissement généralisé de 2001 a souligné les faiblesses de l'économie mondiale, mais témoigne de sa capacité de résistance. Certains des facteurs qui ont contribué à la régression se sont estompés ou ont agi dans le sens inverse, entraînant une reprise pour 2002 et 2003, tandis que d'autres continueront à freiner la croissance. Leurs effets combinés ne permettront probablement pas une reprise dont l'ampleur, la rapidité et la portée seraient comparables à celles du ralentissement.

## **Synchronisation de l'économie mondiale et dépendance par rapport à l'économie des États-Unis d'Amérique**

La période récente est caractérisée par deux traits marquants : la synchronisation croissante des économies et le renforcement du lien de dépendance entre la croissance économique mondiale et la solidité de l'économie américaine. Du fait de son volume, l'économie des États-Unis joue un rôle majeur dans l'évolution économique mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale mais, depuis la fin des années 90, la croissance économique mondiale dépend davantage des cycles économiques des États-Unis, et de ceux des États-Unis uniquement. Cette évolution s'explique en grande partie par la part croissante des États-Unis dans le commerce international. Au cours de la période 1996-2000, le taux de croissance annuel des importations américaines a été supérieur de 3,5 % environ à celui du commerce mondial. Par voie de conséquence, la part des exportations mondiales à destination des États-Unis est passée de 14,8 % en 1995 à 18,6 % en 2000. Pour les produits exportés par les pays en développement vers les États-Unis, cette part est passée de 22 % en 1990 à près de 28 % en 2000. D'autres facteurs tels que les rapprochements permis par les flux de capitaux, le rôle clef des marchés américains dans les finances internationales, la présence de bon nombre d'entreprises américaines dans le peloton de tête des nouvelles technologies et la convergence accrue du degré de confiance des entrepreneurs au niveau mondial ont également contribué à renforcer le rôle des États-Unis dans l'économie mondiale.

Au lendemain des crises financières asiatiques de 1997-1998, les fortes demandes d'importations des États-Unis étaient pratiquement la seule force qui tirait hors de leur récession de nombreux pays en développement et en transition touchés par la crise. C'est précisément à partir de ce moment-là que les États-Unis sont devenus le « seul moteur » de la croissance économique mondiale. Ce phénomène est devenu plus visible en 2000-2001, quand le moteur a calé. La baisse de 3 % accusée par les importations américaines en 2001 après la hausse de plus de 15 % enregistrée l'année précédente a été un facteur important dans le ralentissement de l'économie mondiale.

Dans les cycles économiques mondiaux antérieurs, lorsqu'un ralentissement se produisait aux États-Unis, l'économie était généralement forte en Europe ou au Japon ou dans ces deux zones. Or, ces dernières années, aucune des autres grandes économies n'a remplacé les États-Unis ou partagé son rôle en tant que moteur de la croissance mondiale.

La synchronisation accrue des situations de nombreux pays, en particulier des grands pays développés, lors du ralentissement économique mondial de 2001, était

imputable principalement à une série de perturbations communes, notamment la hausse des prix du pétrole, les conséquences du durcissement antérieur des politiques monétaires, l'éclatement de la bulle qui s'était formée dans le secteur des technologies de l'information et des communications tant sur les marchés d'actions que dans les dépenses d'investissement, et les attaques terroristes du mois de septembre. L'intégration économique mondiale qui s'est accentuée dans les années 90 a également contribué à la synchronisation : l'augmentation du volume des flux commerciaux et financiers par rapport à la production a amplifié les effets des perturbations communes; l'intégration régionale et l'expansion des sociétés transnationales ont favorisé le développement des échanges intragroupes et des réseaux de production mondiaux, renforçant ainsi directement les liens au niveau des entreprises; et l'utilisation des TIC a également contribué à un renforcement des interconnexions entre des sociétés implantées dans différents pays.

L'évolution suivie par l'économie mondiale depuis quelques années a fait ressortir l'instabilité associée à une plus grande synchronisation à l'échelle mondiale et à la dépendance croissante à l'égard de l'économie des États-Unis. Étant donné que la croissance et la stabilité de cette économie ont des répercussions importantes sur celle de nombreux autres pays, les responsables de la politique économique des États-Unis ont des responsabilités à assumer non seulement sur le plan interne mais aussi sur le plan international. En même temps, il est dans l'intérêt des autres pays développés d'adopter des politiques qui visent à promouvoir la croissance et qui permettront également à leur économie de contribuer davantage à l'expansion économique mondiale. Parallèlement, l'harmonisation et la coordination des politiques internationales, la surveillance commune de l'économie mondiale et le partage des informations sont plus indispensables que jamais. Les décideurs du monde entier doivent organiser la transition entre une économie mondiale propulsée par un « moteur unique » et une croissance économique universelle, multipolaire et plus équilibrée; c'est une tâche difficile et capitale, non seulement pour maintenir la reprise actuelle mais aussi pour assurer une croissance vigoureuse à long terme.

### **Effet stabilisateur de la demande des consommateurs**

Dans beaucoup de pays, la demande des consommateurs, qui est la principale composante de la demande globale, est restée assez vigoureuse en 2001, grâce surtout à la croissance des revenus durant la période précédente, mais aussi sous l'effet de certaines mesures de relance de l'activité. Cela a été le cas en particulier aux États-Unis où les taux d'intérêt faibles ont permis aux fabricants d'automobiles d'offrir aux consommateurs des incitations particulièrement alléchantes. Cela a renforcé la demande dans un secteur d'importance majeure, qui habituellement exerce un effet fortement procyclique. La confiance du consommateur a été gravement altérée par les attentats terroristes, mais elle a assez rapidement retrouvé son régime ordinaire. Au Japon, pourtant, les dépenses des consommateurs sont restées généralement faibles, en raison surtout de la spirale déflationniste qui caractérise actuellement l'économie japonaise : les consommateurs hésitent à dépenser, s'ils sont convaincus que les prix vont encore baisser à l'avenir.

La demande intérieure a également manifesté une vigueur encourageante dans beaucoup de pays en développement et surtout dans les pays en transition. Cela s'explique par l'amélioration générale de l'économie de ces pays, en particulier par la forte croissance de l'année précédente.

La demande des consommateurs, à court terme, devrait moins contribuer à la reprise. En effet, dans le monde entier, elle risque de se ressentir des effets différés de la réduction de la croissance globale, et de la hausse du chômage. Dans les pays développés, un « effet de richesse » négatif, s'expliquant par la baisse des cours des actions, compliquera encore le problème, et cela sera aggravé à l'avenir dans les pays où la politique macroéconomique est plus restrictive.

### **Recul du secteur des TIC, des marchés boursiers et des investissements**

Par opposition au secteur des ménages, qui a une bonne capacité d'adaptation, le secteur des entreprises a été une grande force d'inertie dans de nombreuses économies en 2001 et sa faiblesse continue d'engendrer des incertitudes quant à la solidité et à la durabilité de la reprise mondiale en 2002.

La faiblesse du secteur des entreprises en 2000 et 2001 reflétait une érosion continue des bénéfices des sociétés, une chute vertigineuse du cours des actions, une réduction prolongée des dépenses d'investissement et une forte baisse de la production industrielle. L'origine de toutes ces tendances se situait dans le secteur des TIC, aux États-Unis, mais elles se sont ensuite étendues rapidement au reste du monde après l'éclatement d'une bulle financière et spéculative qui s'était formée dans ce secteur à la fin des années 90.

Ces facteurs ont fait apparaître une étroite corrélation dans leur évolution, et la situation à cet égard ne s'était pas sensiblement améliorée au milieu de l'année 2002, ce qui semble révéler l'absence d'un élément important dans le dynamisme de la reprise mondiale, au moins pour cette année-là. Par exemple, en dépit de l'amélioration de l'ensemble des indicateurs économiques, les indices de la plupart des marchés boursiers mondiaux ont, pendant la première partie de l'année 2002, poursuivi le déclin entamé au cours des deux années précédentes. Les baisses provoquées par les attentats terroristes du mois de septembre avaient été compensées en grande partie sur ces marchés, mais les préoccupations relatives aux procédés comptables, à la valeur intrinsèque de certaines actions, à la direction des entreprises et aux perspectives de bénéfices pour les sociétés ont entraîné une nouvelle vague de ventes sur de nombreux marchés d'actions au deuxième trimestre de 2002, en particulier dans les pays développés. L'atonie des marchés boursiers ne présage rien de très bon en ce qui concerne la hausse des dépenses de consommation et des dépenses d'investissement des entreprises, respectivement en raison des incidences sur la prospérité et du rôle que les marchés boursiers jouent en tant que point de repère pour le coût de substitution de l'investissement et en tant que source directe de financement.

Parallèlement, les bénéfices des sociétés sont restés faibles au cours du premier semestre de 2002 et les entreprises demeuraient prudentes dans leurs dépenses d'investissement. La modeste reprise de la demande de semi-conducteurs et d'autres produits informatiques enregistrée pendant cette période peut laisser présager un redémarrage dans certaines branches du secteur, mais cela ne signifie pas que le secteur va connaître une reprise totale. Dans un avenir proche, il est peu probable que les dépenses liées aux TIC retrouvent le niveau élevé qu'elles avaient atteint à la fin des années 90, car cela suppose non seulement que les sociétés fassent à nouveau

des bénéfiques mais aussi que le secteur des TIC lance une nouvelle vague d'innovations; or, pour le moment, rien ne se profile à l'horizon.

Il est certes peu probable qu'une nouvelle phase d'expansion du secteur des TIC serve de moteur pour la reprise dans un avenir proche, mais l'utilisation des TIC dans d'autres secteurs contribuera sans doute à faire que le ralentissement économique que connaissent les pays développés soit de courte durée. Les chiffres provisoires vont dans ce sens : il semblerait que le taux de croissance de la productivité, qui a augmenté aux États-Unis à la fin des années 90, se soit maintenu pendant le ralentissement. Augmenter la quantité et l'actualité de l'information a permis aux chefs d'entreprise de réagir plus rapidement à l'évolution des marchés et, de ce fait, ils avaient moins besoin de réaliser plus tard des ajustements plus importants et plus déstabilisateurs. Le réajustement des stocks était un élément majeur du dernier ralentissement, mais le recours aux TIC a probablement réduit l'ampleur et la durée de cet élément du cycle.

En outre, le recours à des techniques de financement novatrices a permis de mieux étaler le risque d'entreprise, ce qui a fait que les difficultés de la sphère réelle de l'économie se sont moins reportées sur la sphère financière, réduisant ainsi leurs répercussions néfastes. Ces effets vont dans l'ensemble probablement être durables et s'avérer aussi bénéfiques pendant la reprise que pendant le ralentissement. À long terme, non seulement les avantages que présente l'utilisation des TIC continueront à contribuer à une hausse de la croissance de la productivité dans les pays développés, mais ils seront également plus répandus et participeront ainsi à la croissance et au développement à l'échelle mondiale.

## Les vicissitudes du commerce international

Durant toutes les années 90, le commerce mondial a connu une progression plus rapide que la production mondiale, et ce facteur a dopé la croissance économique, en particulier dans plusieurs pays en développement de l'Asie de l'Est. En 2001, cet effet de stimulation s'est dissipé car le commerce mondial s'est ralenti. La décélération des échanges a été aggravée par les graves perturbations causées par les attentats terroristes du 11 septembre, notamment par le biais de leur impact désastreux sur la confiance, mais aussi par une flambée des coûts de l'assurance et de la sécurité, et par une réduction majeure de l'activité touristique, des transports aériens et d'autres services entrant dans le commerce international. Après une croissance de plus de 12 % en 2000, le volume des exportations mondiales de marchandises a diminué d'environ 1 % en 2001, première baisse en près de 20 ans (voir tableau 1.1).

Tableau 1.1

### Croissance de la production et du commerce mondiaux, 1993-2003

(Variation annuelle en pourcentage)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 <sup>a</sup>	2002 <sup>b</sup>	2003 <sup>b</sup>
<b>Production mondiale<sup>c</sup></b>	1,4	3,0	2,7	3,2	3,5	2,2	2,9	4,0	1,3	1¾	3¼
<i>dont :</i>											
Pays développés	0,9	2,9	2,3	2,7	3,0	2,5	2,8	3,4	1,0	1¼	2¼

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 <sup>a</sup>	2002 <sup>b</sup>	2003 <sup>b</sup>
Pays en transition	-6,7	-7,2	-0,6	-0,1	2,2	-0,7	3,0	6,3	4,4	3½	4¼
Pays en développement	5,2	5,6	5,0	5,7	5,4	1,6	3,5	5,8	2,0	3¼	5
<b>Commerce mondial</b>	4,6	10,5	8,6	5,5	9,2	3,3	5,2	12,3	-0,9	2¼	6
<b>Pour mémoire</b>											
Ensemble du monde :											
Nombre de pays où la production par habitant augmente	66	103	111	121	120	101	101	120	105	..	..
Nombre de pays dans l'échantillon	145	145	145	145	145	145	145	145	145	..	..
Pays en développement :											
Nombre de pays où la production par habitant augmente	52	68	74	80	76	59	57	70	58	..	..
Nombre de pays dans l'échantillon	95	95	95	95	95	95	95	95	95	..	..
Croissance de la production mondiale pondérée par les PPA <sup>d</sup>	1,7	3,6	3,4	3,9	4,1	2,6	3,4	4,6	2,2	2¾	3½

Source : Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

Note : Deux points de suspension indiquent qu'aucune donnée n'est disponible.

<sup>a</sup> Estimation partielle.

<sup>b</sup> Prévisions fondées en partie sur le projet LINK, groupe international de recherche sur les modèles économétriques, coordonné conjointement par la Division de l'analyse des politiques de développement du Secrétariat de l'ONU et l'Université de Toronto.

<sup>c</sup> Moyenne pondérée des taux de croissance nationaux du produit intérieur brut (PIB), les coefficients de pondération étant calculés sur la base du PIB aux prix et taux de change de 1995.

<sup>d</sup> Autre méthode de pondération des taux de croissance nationaux du PIB fondée sur la parité des pouvoirs d'achat (PPA), utilisée pour convertir en « dollars internationaux » le PIB exprimé en monnaie nationale (voir introduction de l'annexe : tableaux statistiques).

L'approfondissement et l'élargissement de l'intégration économique mondiale depuis le début des années 90, en particulier par le canal du commerce, a profité à la plupart des pays, notamment à beaucoup de pays en développement et de pays en transition. Cependant, cette interaction économique internationale accrue a augmenté encore, à des degrés variables, la dépendance de ces pays à l'égard de la conjoncture économique internationale. Par exemple, la croissance économique dans certains pays en développement, notamment ceux de l'Asie de l'Est, est désormais de plus en plus dépendante à l'égard de leurs exportations de produits manufacturés vers les grands pays développés. En 2001, cette dépendance accrue à l'égard du commerce international a non seulement amplifié les effets multiplicateurs classiques de la baisse des recettes d'exportation dans certains pays, mais a également amplifié sa propagation vers d'autres partenaires commerciaux, ce qui fait que le ralentissement dans les grands pays développés à économie de marché s'est rapidement propagé dans le monde entier. Les pays en développement ont été particulièrement affectés par cette évolution, et le volume de leurs échanges a diminué de 2,7 %.

Outre l'absence de croissance du volume des exportations, les prix des marchandises exportées ont baissé, souvent en raison de la réduction de la demande. Le ralentissement a exercé son effet cyclique négatif habituel sur les cours des produits primaires, renforçant la tendance à la baisse qui a longtemps caractérisé ces marchés et qui s'est encore accentuée à partir du milieu des années 90. La tendance

à la baisse des cours des produits primaires pendant toute l'année 2001, en particulier après les attentats du 11 septembre, a eu des effets particulièrement négatifs sur beaucoup des pays les plus pauvres. Il y a eu aussi une baisse des prix de certains produits manufacturés, en particulier dans le secteur de la télématique, en 2001, au détriment de plusieurs pays en développement les plus avancés. Dans l'ensemble, les pays en développement ont subi une baisse de plus de 6 % de leurs recettes d'exportations en 2001.

La flambée des cours du pétrole en 1999 et 2000 a été l'une des causes du ralentissement économique en 2001, mais la baisse ultérieure des cours a éliminé ce facteur limitatif de la reprise. Les cours du pétrole ont continué à baisser au début de 2002 et, après une augmentation brève et limitée suscitée par l'escalade de la violence au Moyen-Orient, ils avaient retrouvé un niveau proche de 23 dollars le baril, soit 30 % en dessous du maximum enregistré en 2000. Sur la base de la situation générale de l'offre et de la demande de pétrole, les cours du pétrole ne devraient pas beaucoup changer, de sorte que leur effet sur la reprise devrait être neutre.

Le volume du commerce mondial devrait augmenter avec la reprise de l'activité économique dans les grands pays développés, mais sa croissance en 2002 ne dépasserait pas 2 ¼ %, l'accélération ayant surtout lieu surtout durant le deuxième semestre. Le tourisme et le commerce d'autres services ont également amorcé une reprise après le très net recul entraîné par les attaques du 11 septembre, mais ces secteurs demeurent frappés d'anémie. Les cours internationaux de la plupart des produits primaires autres que le pétrole ont marqué une reprise assez sensible au printemps 2002 et on peut s'attendre, à court terme, à une augmentation modeste des cours de la plupart de ces produits, à mesure que la demande mondiale continuera à s'affermir. Une grande partie de cette reprise des cours, cependant, aura un caractère cyclique, plutôt que séculaire, et les cours de la plupart des produits primaires ne risquent guère de regagner le terrain perdu au cours de ces dernières années. Dans l'ensemble, on peut donc s'attendre à une certaine amélioration du commerce international en 2002, mais sans que l'on retrouve avant la fin de 2003 le rythme observé au cours des années 90.

### **Les capitaux hésitent à s'investir dans les pays en développement**

En raison des incertitudes accrues et des perspectives réduites de profit dans une économie mondiale qui ralentit, les apports de capitaux privés aux pays en développement ont diminué en 2001. L'investissement direct étranger, qui avait été pour l'essentiel imperméable aux ralentissements antérieurs, a diminué, mais demeure la principale source de financement extérieur pour les pays en développement et les pays en transition. Étant donné la conjoncture économique mondiale, les apports totaux de capitaux privés à ces pays ne risquent guère de reprendre avant le deuxième semestre de 2002 et ne le feraient que de façon assez marginale, la reprise de ces investissements s'affirmant un peu en 2003.

Après l'effet d'une tendance à la hausse des écarts qui s'ajoutent au taux des obligations dans la plupart des pays en développement et des pays en transition depuis les attaques terroristes du 11 septembre, le coût du financement extérieur privé pour la très grande majorité de ces pays a repris son mouvement à la baisse et

était plus faible au début de 2002 qu'une année auparavant. Par contre, les pays qui se heurtent à de graves difficultés financières, notamment l'Argentine, ont vu le coût de leurs emprunts à l'extérieur augmenter considérablement. L'absence de contagion entre les marchés financiers offre un contraste frappant entre le ralentissement économique mondial de 2001 et les retombées des crises financières asiatique et russe de 1997 et 1998. En effet, les opérateurs financiers sont plus capables et plus désireux de faire une distinction entre les différents emprunteurs et les différents instruments, et c'est là un aspect encourageant des perspectives par ailleurs limitées d'une reprise des mouvements de capitaux privés vers les pays en développement à court terme.

Les flux d'aide publique aux pays en développement ont augmenté en 2001, mais cela s'explique surtout par d'importants versements effectués par le Fonds monétaire international (FMI) à l'Argentine, au Brésil et à la Turquie. À l'avenir, la tendance à la baisse de l'aide publique au développement (APD) semble susceptible d'être inversée, car plusieurs pays développés ont annoncé une augmentation de leurs engagements. En outre, plusieurs pays en développement à revenus faibles commencent à profiter des effets de l'allègement du service de la dette résultant de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). Cependant, on admet de plus en plus généralement que l'allègement de la dette actuellement offert ne suffira pas, dans certains de ces pays, pour les faire retrouver durablement le chemin de la croissance.

## **Le rôle des politiques anticycliques**

La faiblesse de l'inflation a permis une diminution sensible des taux d'intérêt dans la plupart des pays développés en 2001, les taux réels se rapprochant de zéro dans certains pays. Pour contrecarrer les incertitudes et la détérioration prévisible de la conjoncture économique mondiale résultant des attentats du 11 septembre, les banques centrales ont promptement réduit encore les taux d'intérêt. La Réserve fédérale, aux États-Unis, a abaissé son taux à court terme à 11 reprises en 2001, le ramenant à son niveau le plus bas en 40 ans. La Banque centrale européenne (BCE) a été plus réticente, craignant que des taux d'intérêt trop faibles ne compliquent encore la difficulté de réduire l'inflation dans la zone euro pour la ramener au taux de 2 % retenu comme objectif. La Banque du Japon a dû faire face à une contrainte encore plus rigoureuse : comme ils étaient déjà nuls, les taux d'intérêt nominaux à court terme n'ont pu être encore réduits, de sorte qu'il a fallu, pour accroître les liquidités, avoir recours à des moyens hétérodoxes.

L'orientation donnée à la politique monétaire suite aux premiers signes de reprise est plus différenciée, aussi bien quant à son ampleur que quant à son échelonnement dans le temps. Quelques banques centrales (comme celles de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande et de la Suède) ont relevé leurs taux d'intérêt directs au début de 2002, mais la politique monétaire dans l'ensemble devrait conserver une orientation légèrement incitatrice durant l'année, un resserrement graduel du crédit n'étant à prévoir qu'au deuxième semestre de 2002 à mesure que la reprise s'affermira. Dans l'ensemble, cette politique monétaire largement libérale devrait continuer à stimuler la reprise économique récente, bien que la tendance persistante à la hausse de l'inflation de base dans plusieurs pays d'Europe occidentale risque d'amener certaines banques centrales à envisager de donner à leur politique monétaire une orientation plus restrictive.

Les pays développés ont également adopté divers moyens budgétaires de relance, en 2001, certains réduisant les impôts et d'autres augmentant les dépenses. Cet effet de stimulation a été le plus vigoureux aux États-Unis, où la conjugaison d'une réduction des impôts, d'une augmentation des dépenses militaires et des dépenses consacrées à la sécurité intérieure, et d'une augmentation des autres dépenses a dopé le PIB de plus d'un point de pourcentage durant le quatrième trimestre de 2001. En Europe occidentale, les incitations fiscales et budgétaires ont été limitées par la crainte qu'une politique plus expansionniste n'alourdisse des déficits budgétaires qui seraient incompatibles avec les engagements consignés dans le Traité de Maastricht. Néanmoins, certaines dépenses discrétionnaires ont été maintenues en dépit d'engagements antérieurs de compenser les réductions d'impôts par des réductions de dépenses. Et surtout, on a laissé les stabilisateurs automatiques fonctionner librement dans l'Union européenne, et leur impact bénéfique s'est révélé plus important que prévu. Au Japon, la politique budgétaire est devenue plus restrictive en 2001, l'augmentation de la dette publique, qui a déjà atteint un niveau très élevé, ne laissant pas d'être préoccupante.

Les mesures stimulantes adoptées par beaucoup de pays développés en 2001 ont beaucoup contribué à réduire la profondeur et la durée du ralentissement économique mondial et ont aidé à lancer la reprise. Le maintien d'une politique prudemment stimulante revêt également une grande importance pour la préservation et le renforcement de la reprise. Au moment d'envisager de donner une orientation plus restrictive à la politique monétaire, il faudra peser d'une part les risques d'une inflation plus importante, mais encore modérée, et d'autre part le risque de compromettre la reprise, en particulier, parce que les possibilités d'adopter des mesures budgétaires stimulatrices en 2002 et au-delà sont réduites. Tous les grands pays développés ont constaté une détérioration de leur équilibre budgétaire en 2001 et cela compromettra leur aptitude à appliquer de nouvelles mesures de stimulation budgétaire. Aux États-Unis, on est passé d'un excédent à un déficit budgétaire et certains pays de l'Union européenne ont atteint, ou presque, le plafond de 3 % du PIB imposé au déficit budgétaire aux termes du Pacte de stabilité et de croissance. D'autres pays de l'Union européenne ont renoncé à la recherche de l'équilibre budgétaire en 2004, que prescrit pourtant le dispositif de concertation des politiques économiques dans l'Union européenne, et la position de l'Union européenne est que « les politiques [budgétaires] discrétionnaires doivent se borner à chercher à remédier à des chocs critiques propres à des pays particuliers<sup>1</sup> ». En l'absence d'une diminution bénéfique imprévisible de l'inflation ou des déficits budgétaires, le principe directeur de la politique monétaire de la Banque centrale européenne et les engagements souscrits en vertu du Pacte de stabilité et de croissance limitent sévèrement la marge de manœuvre que pourraient avoir les mesures stimulatrices dans la plupart des pays d'Europe occidentale.

Dans les pays en développement et les pays en transition, les mesures prises par les gouvernements pour contrecarrer le ralentissement ont été beaucoup moins homogènes, car une pléthore de facteurs distincts limite la marge de manœuvre des responsables de la politique économique. Dans plusieurs de ces pays, la politique monétaire est dictée soit par le taux de change, soit par le niveau de l'inflation, ce qui laisse peu de place ou pas de place du tout à des mesures anticycliques. De

---

<sup>1</sup> *Économie européenne*, No 3 (2002) : *Les finances publiques dans l'Union monétaire européenne*.

même, les mesures de relance budgétaire ont été paralysées dans un grand nombre de ces pays par le fait que les déficits budgétaires étaient déjà importants, soit en raison de la baisse des recettes découlant de l'affaiblissement des cours des produits de base (comme dans beaucoup de pays africains), soit en raison de la dette publique accumulée du fait des mesures prises pour remédier aux effets des crises financières de 1997-1998 (par exemple en Asie et en Amérique latine). La volonté d'assainir le budget en réponse aux pressions émanant des marchés financiers mondiaux ou en raison des dispositions d'accords passés avec les institutions financières internationales, a, dans de nombreux cas, empêché les autorités de prendre des mesures de relance de l'économie. Contrairement aux pays développés, rares sont les pays en développement qui ont pu simultanément desserrer le crédit et stimuler l'économie par des moyens budgétaires. Parmi ces rares pays, certains ont pu adopter soit une politique budgétaire stimulant l'activité allant de pair avec une politique monétaire restrictive, soit une politique de desserrement monétaire accompagnée de mesures d'austérité budgétaire.

La plupart des rares pays qui disposaient de cette marge de manoeuvre se trouvent en Asie de l'Est. Dans leur cas, la politique monétaire a été libéralisée et des mesures expansionnistes supplémentaires, telles que des diminutions d'impôt et une augmentation des dépenses publiques d'équipement, ont été prises; un relèvement des traitements des fonctionnaires a été accordé dans certains pays. Ces mesures devraient continuer à soutenir la demande intérieure dans ces pays en 2002.

Les taux d'intérêt directs de la plupart des autres pays en développement et des pays en transition demeurent nettement plus élevés que ceux des grands pays développés, même compte tenu des écarts d'inflation. L'inflation elle-même est bien en dessous de sa tendance historique dans la plupart de ces pays et dans de nombreux cas ne menace pas dans l'immédiat la stabilité macroéconomique. Si la marge de manoeuvre d'une expansion de l'économie par des moyens budgétaires demeure limitée, certains de ces pays devraient être en mesure de relancer leur activité économique intérieure en abaissant leurs taux d'intérêt en 2002.

## **La fragilité financière de l'économie mondiale**

Il est difficile de préciser les liens de causalité entre le cycle de l'activité économique réelle et les vicissitudes des marchés financiers, mais les deux sont étroitement liés : une crise financière à l'échelle de tout un pays – panique bancaire, cessation de paiement de la dette extérieure, crise de la monnaie nationale ou toute combinaison quelconque de ces situations – entraîne inévitablement une contraction de la production et des revenus, alors que les chocs portés à la demande globale ou à l'offre réelle aggravent presque toujours les tensions sur dans le secteur financier, déclenchant éventuellement une crise financière si ce secteur est déjà fragile. Avec l'interdépendance économique et financière grandissante de l'économie mondiale, ce phénomène s'est internationalisé et acquiert potentiellement une envergure mondiale.

En 1997-1998, les crises financières dans plusieurs pays en développement et pays en transition ont entraîné une diminution très sensible de la croissance économique mondiale. Le retournement plus grave et plus étendu de la conjoncture économique mondiale en 2000-2001, s'explique avant tout par les problèmes apparus à la fois dans les secteurs physique et financier : une diminution des

investissements des entreprises et un choc du côté de l'offre sur le marché pétrolier ont été accompagnés par une retombée brutale de la hausse spéculative sur les marchés des actions. De nombreux particuliers et de nombreuses petites entreprises ont de ce fait subi de graves pertes financières, pouvant aller jusqu'à la faillite, mais cela n'a pas constitué une menace systémique sur le secteur financier. Un petit nombre de grandes entreprises et un nombre très limité de pays se sont également trouvés aux prises avec des difficultés financières aiguës, mais celles-ci ont été dans une très large mesure maîtrisées. Dans l'ensemble, le système financier international et la plupart des systèmes financiers nationaux ont bien supporté ce ralentissement et les difficultés financières associées, sans crise majeure. Cela a permis de circonscrire l'onde de choc dans le secteur financier, aussi bien dans les pays développés qu'en développement et au niveau international, et cela a été l'un des facteurs qui ont permis d'amortir la contraction de l'activité.

Au début de 2002, certains observateurs ont considéré que l'effet de contagion limité de la crise financière argentine dans le monde attestait de l'assainissement du système financier international. Toutefois, si l'insolvabilité de l'Argentine n'a pas provoqué plus de remous à l'étranger, c'est entre autres parce qu'elle avait été anticipée de longue date. En outre, le volume de prêts bancaires en cours et les capitaux à court terme mis à disposition des pays en développement n'ont cessé de diminuer depuis la crise asiatique, d'où un moindre risque de contagion financière.

Néanmoins, tant que des mécanismes permettant d'anticiper et de régler les crises ne seront pas mis en place – comme le dénote le cas de l'Argentine –, on est en droit de douter de la bonne santé du système financier mondial. De nombreux pays sont fortement tributaires des capitaux étrangers, ce qui laisse planer la menace d'autres crises d'endettement au niveau international. Qui plus est, point n'est besoin de crise pour que le système financier international fasse obstacle, sous sa forme actuelle, aux initiatives nationales de développement. Comme expliqué précédemment, les pays en développement aux prises à un ralentissement de l'activité économique dû à des facteurs externes (par exemple, une baisse des revenus à l'exportation ou une diminution des apports de capitaux) ont une marge de manoeuvre réduite, dans la mesure où ils doivent maintenir la dette publique dans les limites jugées viables par la communauté financière internationale.

En ce qui concerne les systèmes financiers nationaux, les réformes bancaires et la restructuration financière des économies touchées par des crises financières ces dernières années sont loin d'être achevées. Il apparaît aussi de plus en plus clairement que la fragilité financière et les pratiques de gestion malsaines ne sont pas l'apanage des pays en développement et des pays en transition sur le plan économique. Les interrogations suscitées par la faillite d'Enron, l'une des plus grandes entreprises américaines, ont déclenché une crise de confiance aux États-Unis, qu'il s'agisse des pratiques comptables, de l'éthique des dirigeants, des conflits d'intérêts en matière d'analyse financière ou de la direction des entreprises. Cette crise a miné des marchés boursiers déjà affaiblis aux États-Unis et dans quelques autres pays, au détriment de l'économie réelle.

La deuxième puissance économique, le Japon, continue à être en proie à une myriade de problèmes financiers intérieurs. Sa dette publique ne cesse de se creuser et est déjà largement supérieure au PIB, ce qui a dissuadé les décideurs de recourir à de nouveaux incitatifs fiscaux pour juguler la récession. Pire encore, le nombre de prêts non productifs dans le secteur privé et le secteur bancaire est très élevé. Le

cercle vicieux de la dette et de la déflation va s'élargissant à mesure que les déficiences du secteur financier se répercutent sur l'économie réelle, et vice versa. D'un côté, la déflation augmente le coût réel de l'encours de la dette et entraîne une diminution de la consommation, d'où une hausse des créances douteuses; d'un autre côté, l'augmentation du nombre de créances douteuses se traduit par un durcissement des conditions monétaires proposées aux entreprises et une diminution du prix des avoirs financiers, avec à la clef la poursuite de la déflation. Une nouvelle détérioration de la situation financière du secteur bancaire et des entreprises est dans le domaine du possible. Cela poserait un risque systémique pour l'ensemble du système financier international, étant entendu que les conséquences sur la croissance économique mondiale, et plus précisément sur celle de nombreux pays en développement de la région, seraient considérables.

### **Ralentissement synchrone mais reprise échelonnée**

En 2001, la production a reculé simultanément dans l'Union européenne, au Japon, aux États-Unis et dans plusieurs pays en développement. Cela ne s'était pas produit depuis le milieu des années 70, où il s'agissait du contrecoup du choc pétrolier mondial de la fin 1973. Pour les pays développés, le ralentissement de 2001 a certes été brutal mais plus bref et moins dommageable que par le passé. Dans ce groupe de pays, la croissance du PIB est passée de plus de 3 % en 2000 à 1 %, soit un taux légèrement supérieur à celui enregistré lors du ralentissement de 1991. Le Japon et Malte sont les seuls pays développés à avoir connu une croissance négative sur l'année. En ce qui concerne les pays en transition sur le plan économique, seule l'ex-République yougoslave de Macédoine a suivi une évolution semblable, principalement du fait des troubles civils qui l'ont agitée pendant une bonne partie de 2001; la croissance collective des pays de ce groupe a été supérieure à 4 %.

Les effets du ralentissement économique mondial sur les pays en développement ont été plus largement marqués. La croissance a marqué le pas, passant de 5,8 % en 2000 à 2,0 % en 2001, soit une situation semblable à l'année qui a suivi la crise financière asiatique, à ceci près qu'un plus grand nombre de pays avaient alors été touchés. Assez peu de pays en développement ont subi une contraction importante de leur activité économique, la conjoncture nationale expliquant les cas où cela s'est produit, à savoir l'Argentine (-4½ %), l'Iraq (-6 %), la Turquie (-8 %) et le Zimbabwe (-7½ %). Néanmoins, le PIB d'une bonne dizaine de pays en développement a reculé.

Sur les 95 pays en développement régulièrement suivis par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, 37 ont subi un tassement de leur production par habitant en 2001 (contre 25 en 2000), tandis que la production de 17 pays seulement, soit moitié moins qu'en 2000, a augmenté de plus de 3 %<sup>2</sup> (voir tableau I.2). Plus de 50 % des pauvres vivent en Chine et en Inde et auraient dû bénéficier de la croissance atteinte en 2001, soit 7 % pour la première et 5 % pour la seconde. Exception faite de ces deux pays, sur les 2,5 milliards d'habitants que comptent les pays en développement, plus de 25 % vivent dans des pays dont le PIB par habitant a diminué en 2001, et seul un septième vit dans des pays où la

<sup>2</sup> Il s'agit d'une valeur approximative que le Secrétariat considère être le taux minimum nécessaire pour entraîner à long terme un recul de la pauvreté.

croissance du PIB par habitant a dépassé 3 %. Le nombre de pays les moins avancés à avoir enregistré un recul de leur PIB par habitant a diminué en 2001, mais seuls huit pays, soit un de moins qu'en 2000, ont atteint une croissance de plus de 3 %. Ces chiffres laissent à penser que dans la plupart des pays en développement, la lutte contre la pauvreté n'a pas progressé en 2001.

Tableau I.2

**Pays en développement : croissance du PIB par habitant par région, 1999-2002**

	Nombre de pays suivis	Baisse du PIB par habitant				Croissance du PIB par habitant dépassant 3 %			
		1999	2000	2001 <sup>a</sup>	2002 <sup>b</sup>	1999	2000	2001 <sup>a</sup>	2002 <sup>b</sup>
<b>Nombre de pays enregistrant une croissance faible ou forte du PIB par habitant</b>									
<b>Pays en développement</b>	95	38	25	37	30	26	34	17	12
<i>Dont :</i>									
Amérique latine	24	12	6	13	9	6	7	1	–
Afrique	38	14	15	9	8	9	7	10	7
Asie de l'Est et du Sud	18	2	1	7	3	9	13	4	5
Asie occidentale	15	10	3	8	10	2	7	2	–
<b>Pour mémoire</b>									
Pays les moins avancés	41	17	17	12	11	12	9	8	6
Afrique subsaharienne	31	12	14	9	6	6	5	9	7
<b>Pourcentage de la population</b>									
<b>Pays en développement</b>	95	21,2	6,5	13,2	9,0	64,6	72,8	55,4	54,3
<i>Dont :</i>									
Amérique latine	24	69,1	11,8	49,4	20,6	25,2	59,7	2,5	–
Afrique	38	38,4	28,6	18,7	23,9	28,8	7,6	24,7	15,0
Asie de l'Est et du Sud	18	6,7	0,2	2,5	0,9	83,4	90,6	75,5	76,8
Asie occidentale	15	58,1	9,1	59,8	42,4	9,9	71,3	0,5	–
<b>Pour mémoire</b>									
Pays les moins avancés	41	24,5	24,9	18,2	21,6	51,0	39,0	28,7	23,2
Afrique subsaharienne	31	29,6	38,0	28,1	20,9	29,6	9,3	34,3	24,7

Source : Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies; estimations et projections de la population empruntées à *World Population Prospects: The 2000 Revision*, vol. I, *Comprehensive Tables* and corrigendum (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.XIII.8 et Corr.1).

<sup>a</sup> Estimations partielles.

<sup>b</sup> Projection.

Les données montrent aussi que l'amélioration de la situation des pays d'Afrique subsaharienne n'a pas été générale. En 2001, un plus petit nombre de pays ont vu leur production par habitant diminuer, tandis qu'augmentait celui des pays où la production par habitant progressait de plus de 3 % par an. Les deux catégories rassemblaient le même nombre de pays et chacune représentait environ un tiers de la

population de la région. D'une manière générale, cela signifie qu'en 2001, les pays d'Afrique subsaharienne se répartissaient à peu près également en trois catégories : les pays où le PIB par habitant diminuait, les pays où la hausse était trop modeste pour influencer véritablement sur le niveau de vie et les pays où la pauvreté pourrait s'atténuer si la croissance du PIB se maintenait à moyen terme. Ce classement montre à quel point il sera malaisé d'atteindre les objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire, notamment faire reculer la pauvreté de moitié d'ici à 2015.

Ces dernières années, la grande majorité des pays en développement et des pays en transition sont parvenus à assainir leurs politiques macroéconomiques et à engager des réformes économiques à plus long terme. Les revers qu'ils ont subis en 2001 trouvent leur origine à l'extérieur et ont été aggravés par une plus forte participation au commerce international. Dans le même temps, des facteurs extérieurs ont limité la capacité de la plupart des pays en développement et des pays en transition à faire face au ralentissement économique. L'absence de marge de manoeuvre freinera la reprise dans nombre de ces pays et plus généralement dans le monde.

### **Diversité des schémas de reprise dans les pays développés à économie de marché**

Bien que la récession mondiale soit devenue synchrone, elle a commencé aux **États-Unis**. La croissance en 2001 n'y a été que de 1,2 % en moyenne et bien que les critères habituellement utilisés pour définir une récession<sup>3</sup> n'aient pas été présents, on pourrait dire que l'économie américaine a souffert d'une « récession de la croissance », en d'autres termes, d'une période de croissance bien en dessous de son potentiel. Le ralentissement a été de courte durée, mais des incertitudes subsistent quant à la vigueur, à l'ampleur et à la durabilité de la reprise économique. La croissance économique durant le premier trimestre de 2002 a dépassé 5 %, accompagnée d'une rapide reconstitution des stocks, d'une demande soutenue des ménages ainsi que de gains de productivité. La reconstitution des stocks qui a commencé au cours du dernier trimestre 2001 devrait se poursuivre à court terme, mais une reprise économique durable à plus long terme demeure tributaire d'un accroissement soutenu de la demande de biens de consommation, accompagné d'une amélioration des bénéfices des entreprises incitant les dépenses d'investissement et la création d'emplois pour répondre à la demande de biens de consommation. Compte tenu des politiques actuelles (voir encadré I.1) et du degré de confiance prévalant au sein des entreprises et des ménages, la croissance serait de 2,5 % seulement en 2002. Il est probable qu'elle sera légèrement plus vigoureuse vers la dernière partie de l'année. Selon les prévisions, elle se chiffrerait à 3,5 % en 2003.

<sup>3</sup> De nombreux économistes définissent la récession comme une croissance négative pendant deux trimestres consécutifs, bien que le Business Cycle Dating Committee (BCDC) du National Bureau of Economic Research la définisse comme « un déclin significatif de l'activité de l'ensemble de l'économie, durant plus de quelques mois, apparent dans la production industrielle, l'emploi, le revenu réel, et le commerce de gros et de détail » (voir *NBER Reporter*, automne 2001, p. 1). Le BCDC a annoncé qu'aux termes de cette définition, une récession a commencé aux États-Unis en mars 2001, mais le Comité n'a pas encore fixé la date marquant la fin de la récession.

**Encadré I.1 : Principales hypothèses de travail des projections**

Les projections faites pour 2002 et 2003 reposent sur les études par pays faites par le Secrétariat et sur les résultats du projet LINK, qui est un exercice de projection économique. Les principales hypothèses de travail sur lesquelles reposent ces projections sont données ici. On trouvera dans les chapitres II et III de la *Situation économique et sociale dans le monde, 2002* et dans les rapports nationaux du projet LINK une information plus détaillée sur le sujet<sup>a</sup>.

**La politique monétaire**

Dans les pays développés, les banques centrales devraient se trouver dans un phase de resserrement monétaire, bien qu'actuellement encore, l'orientation de la politique monétaire demeure assez largement libérale dans la plupart des pays. On fait l'hypothèse que le Conseil de la Réserve fédérale ne modifiera pas ses taux jusqu'au troisième trimestre de 2002, puis les augmentera progressivement, de 200 points de base au total, avant la fin de 2003. La Banque centrale européenne devrait de son côté relever ses taux d'intérêt de 100 points de base durant la même période. Les banques centrales des autres pays devraient, pour la plupart, resserrer leur politique monétaire, progressivement et à des degrés variables, à l'exception de la Banque du Japon dont on fait l'hypothèse qu'elle maintiendra à zéro en 2002 et 2003 ses taux d'intérêt directeurs.

Les banques centrales de certains pays en développement et de certains pays en transition devraient, selon les hypothèses retenues, libéraliser l'orientation de leur politique monétaire à nouveau avant la fin de 2002, étant donné l'affaiblissement de la croissance et parce que les taux d'intérêt dans ces pays sont déjà élevés. La marge de manoeuvre de cette politique est cependant limitée, et notamment en Europe centrale et orientale et en Amérique latine, étant donné les pressions inflationnistes, les graves déséquilibres macroéconomiques et la volonté d'éviter d'avoir à dévaluer la monnaie nationale.

**La politique budgétaire**

La politique budgétaire des pays développés devrait conserver un caractère modérément incitatif en 2002, du fait des réductions d'impôts ou de l'augmentation des dépenses publiques, ou des deux à la fois, puis elle devrait demeurer inchangée en 2003.

Comme beaucoup de pays en développement et pays en transition ont toujours d'importants déficits budgétaires, les autorités n'ont guère la possibilité d'adopter des mesures budgétaires de relance.

**Les taux de change**

On fait l'hypothèse d'un cours moyen de 130 yen par dollar en 2002-2003.

L'euro vaudrait en moyenne 0,89 dollar en 2002 et 0,91 dollar en 2003.

Le taux de change des autres monnaies dépend de la situation du pays.

### **Les cours des produits de base**

Les cours du pétrole baisseraient, modérément, en 2002. Plus précisément, le cours du baril de Brent fluctuerait aux alentours de 23 dollars en 2002, ce qui impliquerait une baisse de 5 % par rapport au cours moyen de 2001. Une augmentation de 5 % environ en 2003 est retenue dans les hypothèses de projection.

Les cours des métaux et des matières premières industrielles repartiraient à la hausse au deuxième semestre de 2002 et continueraient à augmenter en 2003. Dans l'ensemble, l'indice des prix de 31 produits de base classés dans les catégories 2 et 4 de la Classification type pour le commerce international (CTCI)<sup>b</sup> augmenterait de 4 % en 2002, puis à nouveau de 7 % en 2003.

Les prix des matières premières agricoles resteraient inchangés en 2002 et 2003.

L'indice des prix des denrées alimentaires et des boissons (11 produits de base des catégories 0 et 1 de la CTCI) augmenterait de 1 % en 2002 et resterait inchangé en 2003.

<sup>a</sup> LINK Outlook Tables and LINK Country Reports : voir le site du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU : <<http://www.un.org/esa/analysis/link>>.

<sup>b</sup> Voir *Classification type pour le commerce international, Révision 3 et rectificatif*, Études statistiques, No 34/Rev.3 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.86.XVII.12 et Corr.2).

La décélération de la plupart des économies d'**Europe de l'Ouest**, avec une croissance de près de 3 % en 2000 chutant à 1,6 % en 2001, a été moins accentuée qu'aux États-Unis. De même, selon les prévisions, la reprise sera moins vigoureuse aussi. Les trois économies les plus importants de la zone euro – la France, l'Allemagne et l'Italie – ont toutes accusé un déclin de leur PIB le dernier trimestre de 2001 et leurs taux de croissance estimés respectivement pour 2002 – 1,5 % pour la France, 1 % pour l'Allemagne et 1,25 % pour l'Italie – soulignent la faiblesse économique de la zone euro. La politique macroéconomique dans les pays clefs stimule modérément la croissance et une accélération de l'activité économique est prévue dans la seconde moitié de 2002, se prolongeant en 2003. Pour l'ensemble de la région, la croissance du PIB est estimée à 1,5% en 2002 et à 2,75 en 2003.

L'économie **japonaise** s'est contractée de 0,5 % en 2001 et une baisse de 1 % est prévue en 2002, suivie par une croissance de 1,75 % en 2003. Après une chute de 4,9 % du PIB au dernier trimestre de 2001, l'économie a continué à se détériorer début 2002, bien que certains indicateurs prévisionnels suggèrent un commencement de redressement au cours du deuxième trimestre. Bien qu'une reprise des exportations permettrait de redémarrer le cycle et d'atténuer certaines des difficultés structurelles du Japon, la fragilité de son secteur financier, le volume important de prêts improductifs, le montant élevé de la dette gouvernementale et la croissance du chômage continueront de freiner l'expansion de la demande intérieure.

Du fait de sa proximité géographique et de sa forte dépendance économique des États-Unis, le **Canada** suit de près la conjoncture américaine et sa reprise économique est en voie de consolidation. L'**Australie** et la **Nouvelle-Zélande** ont été largement épargnées toutes deux par le ralentissement économique mondial, l'accroissement de la demande intérieure ayant largement compensé une partie des incidences négatives des chocs externes. La croissance en Australie devrait s'accroître légèrement en 2002, et être plus modérée en Nouvelle-Zélande.

### **Croissance modeste et stable dans les pays en transition**

La croissance en Pologne, l'économie la plus importante en **Europe centrale et orientale**, a diminué de 4 % en 2000 à 1,1 % en 2001, mais la croissance dans le reste de la région a été en moyenne d'environ 3,9 %. La demande intérieure a constitué un facteur important de croissance dans nombre de ces économies, grâce aux politiques de soutien de la demande et aux effets cumulés des réformes structurelles entreprises depuis une dizaine d'années. Nombre de ces pays ont accusé une croissance de 10 % ou plus de leurs exportations, reflétant une avancée dans leur compétitivité sur le plan international due à la fois à une amélioration de la qualité de leurs produits ainsi qu'à des prix relativement bas. La reprise économique anticipée en Europe de l'Ouest devrait profiter à ces pays dans la deuxième moitié de 2002 et au-delà. Dans l'ensemble, toutefois, la situation en 2002 sera semblable à celle de l'année précédente. À l'exception de la Pologne, dont la croissance anticipée se chiffre à 1,25 %, celle de la région de l'Europe centrale et orientale devrait s'établir à 3,5 % en 2002.

Les perspectives économiques de la **Communauté d'États indépendants** demeurent favorables. Le PIB du groupe devrait s'accroître de 4,25 % en 2002, suite à une croissance de 5,7 % en 2001. La hausse des prix du pétrole a contribué à l'amélioration de la croissance économique au sein de la Fédération de Russie au cours de ces deux dernières années, mais à l'instar de nombreux autres pays de la Communauté d'États indépendants, la détermination d'appliquer des réformes mêmes controversées a également joué son rôle. Les bénéfices accumulés issus de la volonté de poursuivre les transformations économiques, en dépit de progrès contrastés et de certains échecs temporaires, sont récoltés aujourd'hui dans la plupart de ces pays. La bonne performance économique de la Fédération de Russie en 2001 a été d'une importance cruciale pour les économies de la Communauté d'États indépendants car leurs exportations vers la Fédération représentent un facteur de croissance important. En même temps, la consolidation de la demande intérieure dans nombre de ces pays représente un facteur supplémentaire à l'appui de leur croissance future.

Les trois **États baltes** ont maintenu leur expansion économique en 2001, en évitant d'être par trop affectés par le ralentissement économique de leur principal partenaire commercial. Le fléchissement de la demande de l'Europe de l'Ouest, avec laquelle les liens économiques se resserrent progressivement, a été en partie compensé par l'augmentation des échanges commerciaux avec la Communauté d'États indépendants et les pays d'Europe centrale et orientale. Fait plus important encore, l'accroissement de la demande intérieure, y compris des investissements, sous-tend de plus en plus la performance générale de ces économies. Néanmoins, la croissance du PIB de ce groupe devrait diminuer de 6,3 % en 2001 à 4 % en 2002, principalement du fait de l'absence d'une amélioration significative des économies d'Europe de l'Ouest avant la deuxième moitié de 2002. Le ralentissement anticipé de l'économie des autres pays en transition, notamment de la Fédération de Russie, freinera également à court terme la croissance des économies des États baltes.

## Redressement progressif des pays en développement après des difficultés généralisées

Principalement en raison de la dégradation du contexte international, sur le plan commercial comme sur le plan financier, la croissance du PIB des pays en développement pris dans leur ensemble a chuté à 2 % en 2001, alors qu'elle avait atteint 5,8 % en 2000. Ces pays ne bénéficieront que progressivement de la reprise économique qui a débuté aux États-Unis et est attendue dans le courant de l'année 2002 pour l'Europe occidentale. Les perspectives de croissance du PIB tablent sur 3,25 % pour 2002 et 5 % pour l'année suivante.

Les prévisions pour l'**Afrique** font état de 2,75 % de croissance en 2002, taux légèrement inférieur à celui de 2001. Les secteurs de l'économie intérieure, dont le rôle a été décisif pour amortir les effets de la conjoncture extérieure défavorable en 2001, devraient se renforcer davantage. Dans le même temps, bon nombre des pays africains pour lesquels le ralentissement à l'échelle mondiale de 2001 a eu des conséquences préjudiciables devraient voir leur situation économique extérieure s'améliorer quelque peu en 2002. Le redressement modeste des prix internationaux des produits de base autres que le pétrole devrait atténuer les difficultés des nombreux pays africains qui sont exportateurs de ces produits. Néanmoins, la reprise attendue de l'économie mondiale ne devrait pas être suffisamment forte pour entraîner une hausse appréciable de la croissance en Afrique en 2002.

On a vu apparaître au début de l'année 2002 le spectre de graves pénuries alimentaires qui menacent un certain nombre de pays d'Afrique australe à la suite de mauvaises conditions climatiques, dans certains cas, et en raison de troubles politiques dans d'autres cas. Une crise alimentaire de l'ampleur de celle qui semble s'annoncer n'est pas arrivée depuis plusieurs années et la communauté internationale doit veiller à ce que ce paramètre et l'attention qu'elle consacre à d'autres problèmes ne retardent pas les mesures qu'elle doit prendre pour répondre à cet impératif humanitaire.

Après avoir connu un ralentissement en 2001, où le taux de croissance du PIB a été de 1,3 %, l'économie des pays en développement d'**Asie orientale** (à l'exclusion de la Chine) devrait croître de 4,5 % en 2002 et confirmer cette tendance pour atteindre 5,25 % de croissance en 2003. En 2001, le long et profond mouvement de consolidation de la demande dans le secteur des TIC a provoqué une franche contraction de l'économie dans certains pays et une quasi-stagnation dans certains autres. En raison de la concentration de la production et des exportations sur les produits de l'informatique et des télécommunications et de la part importante des échanges avec le Japon et les États-Unis, ce sont ces pays qui ont le plus souffert du ralentissement économique mondial parmi tous les pays en développement. Certains signes de redressement des prix des semi-conducteurs et des composants d'ordinateur sont apparus au début de 2002, et pourraient annoncer une reprise du marché mondial de l'informatique et des télécommunications que l'on considère être si déterminante pour la relance économique dans bon nombre de pays d'Asie orientale.

En **Chine**, l'économie a crû au rythme de 7,3 % en 2001, une hausse de la demande intérieure, soutenue par des politiques d'expansion, ayant compensé certaines des faiblesses du secteur extérieur. L'effet de stimulation constant des politiques économiques, l'élan suscité par l'adhésion récente du pays à

l'Organisation mondiale du commerce, la préparation des Jeux olympiques de 2008 et le développement économique des régions occidentales du pays devraient permettre à la Chine de maintenir sa croissance aux alentours de 7% en 2002 et 2003.

Si le ralentissement économique mondial a eu des conséquences néfastes pour bon nombre de pays d'**Asie du Sud**, le taux de croissance du PIB pour la région n'a diminué que de 5 % en 2000 à 4,6 % en 2001, et devrait se dresser pour atteindre 5,5 % en 2002. Le ralentissement des exportations s'est traduit par une croissance médiocre de la production industrielle dans plusieurs de ces pays, mais la demande intérieure est demeurée forte. L'incertitude accrue au lendemain des attentats terroristes du mois de septembre et l'instabilité qui a suivi en Afghanistan ont perturbé l'activité économique des pays voisins, en raison d'une forte baisse du tourisme, des restrictions imposées aux transports, de l'annulation de commandes d'exportation et de l'afflux de réfugiés. Début 2002, les conséquences du regain de tension militaire entre l'Inde et le Pakistan ont détourné en grande partie l'attention de ces difficultés. Cependant, bon nombre de pays de la sous-région ont donné des signes de redressement tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur.

La situation économique de l'**Asie occidentale** a elle aussi souffert de facteurs géopolitiques et militaires. Après avoir crû au rythme moyen de 6,3 % en 2000, la production a régressé à 1,2 % en 2001, même si un certain rétablissement (à hauteur de 1,75 %) est envisagé pour 2002. Si bon nombre de pays exportateurs de pétrole devraient pouvoir tirer parti d'une stabilisation des cours, l'économie des pays importateurs de pétrole de la région, en dehors d'Israël et de la Turquie, ne devrait connaître qu'une croissance réduite en 2002. Le fait que les travailleurs expatriés, en particulier les ressortissants de pays exportateurs de pétrole, aient moins rapatrié de fonds vers leur pays d'origine; de nouvelles pertes de recettes touristiques, imputables en grande partie au conflit israélo-palestinien; et la contraction des flux commerciaux régionaux, tous ces facteurs pèsent sur la croissance.

Le PIB global des pays de la région de l'**Amérique latine et des Caraïbes** n'a enregistré pratiquement aucune croissance en 2001, en grande partie à cause des chocs extérieurs auxquels bon nombre de ces pays sont particulièrement vulnérables. Les exportations et les recettes touristiques ont connu un ralentissement dans la plupart des pays d'Amérique centrale, alors que les pays d'Amérique du Sud ont surtout été touchés par la faiblesse des prix des produits de base et l'apport limité de fonds extérieurs. La croissance a également été entravée par l'instabilité politique dans quelques pays. En 2002, la région devrait enregistrer une croissance de 0,25 % seulement; si l'on ne tient pas compte de l'Argentine, la moyenne régionale passe à 2 %, mais même ce chiffre est à peine supérieur au taux d'accroissement de la population. La situation régionale devrait s'éclaircir à mesure que la mauvaise conjoncture extérieure se dissipera, mais les résultats économiques de quelques pays pourraient continuer de se dégrader à court terme.

## **Risques et incertitudes à court terme**

Les effets économiques directs de l'attaque terroriste du 11 septembre paraissent être moins graves que prévus, en partie en raison de la réaction rapide en matière de politiques. Toutefois, ces attaques ont mis en relief la vulnérabilité de l'économie mondiale et du développement aux conflits et tensions politiques dans

des pays et régions individuels. Depuis lors, cette interdépendance a été mise en relief par la recrudescence du conflit au Moyen-Orient et l'exacerbation des tensions militaires entre l'Inde et le Pakistan. L'aggravation des situations conflictuelles dans le monde vers le milieu de l'année 2002 renforce le degré d'incertitude déjà élevé qui caractérise les perspectives économiques à court terme, tout en entravant le développement à long terme.

En plus de ses effets sur la région, la violence au Moyen-Orient pourrait avoir des conséquences graves pour l'économie mondiale, en premier lieu en raison de son incidence sur le prix du pétrole. Face à l'escalade du conflit au début d'avril 2002, l'Iraq a suspendu ses exportations de pétrole pour un mois, en annonçant que la suspension pourrait continuer si le conflit n'était pas réglé. Les prix du pétrole ont augmenté de plus de 15 % en une semaine, mais ont ensuite faibli après que les principaux pays arabes producteurs de pétrole aient déclaré qu'ils n'auraient pas recours à un embargo. Depuis lors, l'Iraq a repris ses livraisons et la Fédération de Russie a annoncé qu'elle renoncera, à partir du 1er juin 2002, à son engagement de limiter ces exportations de pétrole. Ces mesures devraient contribuer à maintenir les prix internationaux du pétrole dans la fourchette prévue pour 2002 et 2003 (voir encadré I.1), mais une hausse ne peut pas être complètement exclue. Une hausse soutenue des prix du pétrole ferait baisser sensiblement le produit mondial brut; si les prix demeuraient élevés pendant plusieurs mois, il est probable que les principaux pays industrialisés accuseraient un nouveau ralentissement majeur de l'activité économique.

Comme on vient de le signaler ci-dessus, la forte dépendance de l'économie mondiale de la reprise économique des États-Unis n'est pas sans risque non plus. La récession relativement peu sévère aux États-Unis n'a pas éliminé tous les déséquilibres intérieurs accumulés au cours du cycle économique précédent. Par exemple, les cours des valeurs boursières, bien qu'inférieurs aux niveaux maximums atteints, sont encore nettement supérieurs aux normes historiques et demeurent instables. Le taux d'épargne des ménages demeure toujours faible et la dette du secteur privé, des entreprises et des consommateurs, est très élevée par rapport au passé. Il existe également un risque de flambée spéculative des marchés de l'immobilier, ce qui tient en partie au fait que les ménages liquident certains de leurs placements en actions. Ces facteurs intérieurs constituent un risque pour la reprise économique aux États-Unis et, partant, pour le redressement de l'économie mondiale.

Sur le plan international, le taux de change du dollar des États-Unis a légèrement reculé, et le déficit extérieur du pays a un peu baissé, mais demeure important. L'affermissement du dollar et la reprise aux États-Unis profitent au reste du monde, mais cette dernière suppose une aggravation des déficits, et si ceux-ci persistent, ces deux facteurs exigeront une correction encore plus ample accompagnée d'effets négatifs encore plus graves à l'avenir. Par ailleurs, le risque d'une chute soudaine de la valeur du dollar et d'un ajustement abrupte des déséquilibres commerciaux entre les principales économies demeure entier.

Au début de 2002, les États-Unis ont adopté des mesures commerciales restrictives. Une nouvelle montée du protectionnisme aux États-Unis ou ailleurs est possible. Cela aggraverait encore le coup déjà porté au commerce mondial, et réduirait son rôle de moteur de la reprise.

La situation économique de certains autres pays individuels constitue également un risque pour l'économie mondiale dans son ensemble, mais de moindre gravité. Comme cela a été signalé précédemment, les problèmes financiers du Japon n'ont pas été réglés, et cela pourrait provoquer une crise financière majeure dans ce pays. Comme il s'agit de la deuxième économie la plus importante du monde, cela entraînerait des effets considérables pour l'économie mondiale, et surtout pour le dynamisme de la région de l'Asie du Sud-Est, appelée normalement à jouer un rôle primordiale dans la reprise.

La crise de la dette et les troubles politiques en Argentine, susceptibles de provoquer une instabilité économique et politique accrue dans les autres pays de la région, posent également un défi à l'économie mondiale, plus particulièrement aux décideurs. Si cette crise n'est pas réglée rapidement et efficacement, non seulement elle entraînera de nouvelles conséquences négatives graves pour le peuple argentin, mais fera baisser la confiance quant à la capacité du monde en général à gérer l'économie mondialisée dans l'intérêt de tous. Pourtant, à l'heure actuelle, cette capacité et cette confiance universelles sont tout à fait indispensables.

## **Mise en oeuvre du Nouvel Ordre du jour international pour le développement**

Nonobstant les défis économiques à court terme que les décideurs ont affrontés en 2001 et au début de 2002, on a progressé sensiblement pendant cette période vers la solution des problèmes politiques à long terme du développement. La mise en oeuvre réussie des accords conclus au cours de l'année contribuerait à rendre le système économique mondial moins fragile et à atténuer certains des effets négatifs des ralentissements économiques comme ceux intervenus en 2001.

## **Établir des relations commerciales favorables au développement**

À la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, tenue à Doha (Qatar) en novembre 2001, les gouvernements ont convenu de lancer une nouvelle série de négociations commerciales axées sur le développement, qui accorderont une attention particulière aux difficultés que les pays en développement continuent de rencontrer à l'issue des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Cet acte constituait avant tout une reconnaissance du rôle crucial que le commerce joue en matière de développement, l'accent étant mis sur les conséquences négatives que des arrangements actuels, tels que le protectionnisme et les subventions dans les pays développés, entraînent pour les possibilités de développement des pays en développement.

L'OMC a établi un calendrier pour les négociations qui sont censées traduire les engagements pris à Doha en mesures concrètes. Elle a également élaboré un programme complet d'assistance technique pour aider les pays en développement, et surtout les moins avancés, à participer effectivement aux négociations commerciales et à en bénéficier. La réalisation réussie du programme de Doha pour le développement exigera un degré élevé de détermination politique, notamment la volonté des pays développés de prendre le genre de mesures d'ajustement que l'on

demande depuis toujours aux pays en développement dans le cadre de la libéralisation de leurs régimes commerciaux.

L'*Africa Growth and Opportunities Act* des États-Unis et l'initiative « Tout sauf les armes » de l'Union européenne étaient des initiatives importantes lancées en 2001, qui reconnaissent l'importance de l'élargissement des possibilités de commerce pour le développement des pays les plus pauvres. Toutefois, en 2002, l'introduction d'un système révisé de subventions agricoles par les États-Unis a signalé la continuation d'un système qui entraîne des conséquences négatives pour de nombreux pays en développement et qui constitue un point important à examiner dans le cadre de l'ordre du jour de Doha. Précédemment, l'imposition de mesures de sauvegarde concernant l'acier par les États-Unis et les menaces de mesures de représailles par leurs partenaires commerciaux, tout en affectant relativement peu de pays en développement, ont déjà assombri le climat commercial international et les perspectives d'achèvement réussi du programme de Doha. La faible croissance enregistrée en 2001-2002 suscite des pressions en faveur du renforcement du protectionnisme dans tous les pays. Il faudrait non seulement y résister, mais tous les pays devraient rechercher le moyen de réduire les mesures de distorsion actuelles conformément au programme de développement de Doha. Cela vaut en particulier pour les pays développés, mais les pays en développement devraient également baisser les barrières commerciales entre eux.

## **Le renforcement des partenariats pour le développement**

La Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Monterrey (Mexique) en mars 2002, a marqué une nouvelle étape dans la réflexion de la communauté internationale au sujet du développement. Le « Consensus de Monterrey », issu de la Conférence, concrétise à nouveau l'esprit de partenariat et réaffirme les obligations mutuelles des pays développés et des pays en développement dans le domaine économique et financier. Il réaffirme que les pays en développement acceptent sans réserve qu'ils sont responsables au premier chef de leur développement, souligne qu'ils doivent suivre des politiques et adopter des dispositions institutionnelles favorables au développement et prendre les mesures qui maximiseront les ressources financières intérieures qu'ils affecteront au développement. De leur côté, les pays développés devront prendre des mesures nouvelles dans les domaines des apports de capitaux privés, de l'aide, du commerce, de la dette et de la « gouvernance » mondiale. L'accent est mis en particulier sur la nécessité d'une plus grande cohérence dans les politiques des pays développés à l'égard de l'aide, du commerce et de la dette.

Les pays donateurs et les pays bénéficiaires reconnaissent pareillement qu'ils doivent prendre dans les pays en développement des mesures supplémentaires pour s'assurer que les ressources de l'aide publique sont utilisées de la façon la plus efficace possible pour accélérer le développement et réduire la pauvreté. Si l'on veut améliorer l'efficacité du développement, il est admis qu'il faut mettre plus nettement l'accent sur le « contrôle » que les pays exercent sur leur propre développement. Ce contrôle efficace exercé par les pays bénéficiaires suppose des capacités humaines et institutionnelles, une bonne administration à tous les niveaux et des politiques judicieuses. Les pays développés comme les pays en développement doivent en particulier s'efforcer de modifier les conditionnalités imposées par les donateurs aux

pays bénéficiaires, de façon que ceux-ci contrôlent mieux leur propre programme de développement.

Au niveau régional, la formulation du Nouveau Programme pour le développement de l'Afrique (NEPAD) manifeste une progression sensible de la notion et de la pratique de ce contrôle exercé par les pays sur leur propre programme de développement. La mise en oeuvre de ce programme suppose non seulement un effort majeur de la part de tous les dirigeants africains et de tous les Africains en général, mais aussi la volonté de la communauté internationale de fournir des ressources et de rompre avec les méthodes habituelles face aux problèmes de développement de l'Afrique.

### **Relance des apports de capitaux concessionnels**

En 2000, le Luxembourg est devenu le cinquième pays à atteindre l'objectif consistant à porter l'aide publique au développement accordée par le pays à 0,7 % de son produit national brut (PNB), rejoignant ainsi le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède, les quatre pays ayant, de longue date, atteint cet objectif. En mars 2002, l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique ont annoncé de nouvelles augmentations de leur APD et divers autres pays, parmi lesquels certains États membres de l'Union européenne, ont fixé des objectifs de référence qui devraient également se traduire par de futures augmentations de leur APD. Cependant, on estime qu'il faudrait doubler l'aide publique (qui à l'heure actuelle est de 50 milliards de dollars) pour atteindre les objectifs de développement consignés dans la Déclaration du Millénaire. Si l'augmentation annoncée de l'APD est encourageante, il faut continuer à chercher à l'augmenter du montant nécessaire et de façon équitable.

Parallèlement à l'augmentation du volume de l'APD, il faut continuer à s'efforcer d'utiliser plus efficacement cette aide. Les donateurs peuvent beaucoup y contribuer, par leurs propres opérations et en se conformant à la Recommandation sur le déliement de l'aide aux pays les moins avancés, adoptée par le Comité de développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2001. L'amélioration des opérations suppose une plus grande coordination et une volonté d'éviter les doubles emplois entre les activités menées dans les pays en développement, de façon à harmoniser encore les procédures opérationnelles, pour réduire le fardeau qu'elles imposent aux pays bénéficiaires et passer progressivement de l'aide « projet » à l'aide « programme ».

### **La dette extérieure**

La situation de la dette extérieure demeure menaçante pour beaucoup de pays en développement. Parmi les 42 pays pauvres très endettés (PPTE), aucun progrès n'a été fait vers un allègement de la dette dans 16 cas, principalement en raison de l'existence d'un conflit dans le pays ou en raison de sa cessation récente qui empêche le pays considéré d'entreprendre les préparatifs nécessaires. Des mesures spéciales s'imposeront peut-être pour s'assurer qu'un plus grand nombre de pays, en particulier ceux qui sortent d'une situation de conflit, puissent être admis à bénéficier de l'Initiative dès que possible. À la fin de mars 2002, sur les 26 pays qui

ont atteint le « point de décision » prévu par l'initiative PPTE renforcée<sup>4</sup>, cinq seulement avaient atteint le « point d'achèvement ». Des mesures supplémentaires devront donc être prises pour permettre aux pays admis à bénéficier de l'Initiative d'atteindre ce point d'achèvement aussi rapidement que possible. En outre, il devient manifeste que dans plusieurs cas, l'importance de l'allègement de la dette nécessaire pour ramener celle-ci à un niveau soutenable est bien plus élevé que prévu, souvent parce que les cours des produits de base se sont encore affaiblis et ont réduit les recettes d'exportation et la croissance. Il est nécessaire d'introduire dans ce programme d'allègement de la dette une flexibilité supplémentaire pour s'assurer qu'il parvient bien à réduire l'endettement d'un pays et à le ramener à un niveau viable, même quand ce pays subit les conséquences d'événements indépendants de sa volonté. Enfin, l'allègement de la dette est déjà compromis par le faible niveau de financement du Fonds d'affectation spéciale de l'Initiative PPTE, et par le fait que tous les créanciers ne sont pas désireux d'y contribuer. Des efforts complémentaires sont donc nécessaires pour mobiliser les ressources indispensables pour appliquer intégralement l'Initiative.

En Argentine, la crise a mis en évidence à la fois les carences des dispositions internationales prises à ce jour pour éviter les crises financières internationales, et les moyens appliqués quand celles-ci se produisent. Si les causes réelles de la crise en Argentine sont nombreuses, elle était néanmoins largement attendue. Pourtant, elle n'a pu être évitée et plusieurs mois après qu'elle a éclaté, il n'y a toujours pas d'accord sur les mesures à prendre. Aucune politique n'a encore été formulée et il n'y a toujours pas de dispositif convenu et ordonné permettant à un pays comme l'Argentine de parvenir à un accord avec ses créanciers privés sur ce qu'il y a lieu de faire quand le service des obligations de la dette extérieure ne peut être assuré. Le tarissement des capitaux extérieurs qui en résulte explique la gravité de la récession en Argentine et la lourdeur des coûts sociaux infligés à son peuple. Ces effets vont sans doute, dans une certaine mesure, se propager aux économies et aux peuples des pays de la région.

Les dispositions qui pourraient être prises pour résoudre les crises de la dette qui impliquent une multitude de prêteurs privés, comme c'est le cas en Argentine, sont actuellement à l'étude. Un accord sur cette question viendra néanmoins trop tard, pour l'Argentine, où il est urgent de parvenir à un accord sur les dispositions à prendre pour fournir les ressources financières à ce pays et l'aider à sortir de sa crise économique. En même temps, l'ampleur de la crise argentine montre assez qu'il faut un accord international sur les dispositions à prendre pour sortir des crises comme celle-ci, où la dette a été surtout contractée auprès du secteur privé.

## **Entretien l'élan acquis**

Les conférences de Doha et de Monterrey ont offert une toile de fond cohérente à de nombreux débats sur la problématique du développement au niveau international et ont posé les bases d'un meilleur partenariat mondial pour le développement, réunissant les pays développés et les pays en développement. Ces

---

<sup>4</sup> Voir « Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative: Status of Implementation » (Comité du développement, document DC2002-0009), rapport établi par les fonctionnaires du FMI et de la Banque mondiale, Washington, 14 avril 2002.

deux réunions ont défini les grandes lignes de l'évolution de ce partenariat, dans deux textes connus sous le nom d'Agenda de Doha pour le développement et de Consensus de Monterrey, en particulier le chapitre III intitulé « Rester engagés ». Le problème pour la communauté internationale, les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les autres acteurs concernés est de s'assurer que ce nouvel élan, qui a caractérisé le débat sur le développement durant les deux premières années du siècle, est bien entretenu et s'exprime concrètement. Les succès obtenus au cours des deux conférences, en 2001 et 2002, ne sont que de premières étapes et leur effet risque de s'estomper si les programmes de travail qu'elles ont établis ne sont pas réalisés intégralement, puis suivis d'actions nouvelles.

Le Sommet mondial pour le développement durable, qui se tiendra du 26 août au 4 septembre 2002, sera l'occasion de poursuivre le mouvement amorcé à Doha et à Monterrey. Le succès de ce sommet renforcerait les progrès déjà accomplis vers la définition des conditions nécessaires à la réalisation de l'objectif international d'une réduction de moitié d'ici à 2015 de la pauvreté dans le monde.

---